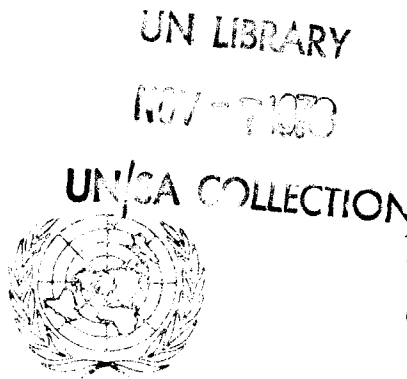


NATIONS UNIES  
ASSEMBLEE  
GENERALE



Distr.  
LIMITEE  
A/C.1/33/L.12/Rev.1  
6 novembre 1978

ORIGINAL : FRANCAIS

Trente-troisième session  
PREMIERE COMMISSION  
Point 125 de l'ordre du jour

EXAMEN DE L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS ET DECISIONS  
ADOPTÉES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE A SA DIXIEME SESSION  
EXTRAORDINAIRE

Allemagne, République fédérale d', Canada, Danemark, France, Grèce,  
Irlande, Italie, Norvège, Portugal, Roumanie, Sénégal, Suède,  
Turquie, Venezuela, Haute-Volta, Yougoslavie, Zaïre : projet de  
résolution révisé

Désarmement et développement

L'Assemblée générale,

Consciente de la disproportion existant entre les ressources affectées aux dépenses d'armement et celles dévolues à l'aide au développement,

Convaincue de la nécessité de prendre des mesures concrètes traduisant la volonté des pays membres d'encourager l'affectation à l'aide au développement des ressources résultant de la diminution des dépenses d'armement,

Rappelant les préoccupations exprimées à cet égard par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire, notamment en ce qui concerne les conséquences économiques et sociales nuisibles de la poursuite de la course aux armements,

Notant qu'une étude avec le concours d'un groupe d'experts gouvernementaux a été engagée par le Secrétaire général sur les relations entre le désarmement et le développement, conformément aux dispositions des paragraphes 94 et 95 du Document final de la session extraordinaire de l'Assemblée générale,

Prie le Secrétaire général de transmettre, pour examen, au groupe d'experts gouvernementaux chargé d'étudier les relations entre le désarmement et le développement, la proposition de créer un "Fonds international du désarmement pour le développement" qui a été présentée à la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale (voir A/S-10/AC.1/28).